

La repentance et le mensonge : poisons intellectuels français (V2)

François TORRES

Officier général (2s)

Ancien attaché de Défense au Cambodge

Aujourd'hui 16 mars, j'ai sous les yeux la première page du *Monde*, cette quintessence du poison intellectuel français. Plus de 20 ans après, voilà un nouvel et long article sur « le génocide rwandais » et, dit le titre sur 4 colonnes, « une enquête sur les derniers secrets français ».

Méprisable de mauvaise foi où transparaissent à la fois l'obsession du scoop sur le dos des armées françaises et le prurit de repentance jamais assouvi dans cette mouvance moralisatrice en chambre à l'affût de toutes les occasions même les plus infimes et les moins probantes pour flétrir, déshonorer et parfois profaner.

A l'intérieur du journal, deux vastes pages mêlant les états d'âme, les témoignages directs, les « on dit » tous entièrement à charge. Traitant par le mépris les mises au point d'**Hubert Védrine** et du **général Lafourcade**, laissant entendre sans nuance que la hiérarchie forcément monstrueusement immorale ne fait que travestir la vérité, les auteurs (en réalité les deux pages ne proposent que la signature de David Servenay auteur d'un article de « Rue 89 » en 2008 sur l'enquête à la suite assassinant d'**Habyarimana**) animés d'une vision manichéenne et moralisatrice du monde et de la vérité, se gardent de livrer toute information contraire à leurs thèses culpabilisatrices semblant sorties tout droit d'un sermon dominical incitant à la confession.

Comble de cynisme, à la fin de l'article cette mouvance intellectuelle distillant sans cesse le poison du doute génocidaire à la charge de la France devenant, par réflexe de bouc émissaire, une accusation pesant seulement sur les armées françaises, finit sans le moindre scrupule, par pointer du doigt l'annulation d'une mission de *Jaguar*, précisément décidée par crainte qu'en cas d'erreur, la France soit accusée de génocide.

Ayant instillé le venin de la culpabilité française, eux les chevaliers blancs de l'information qu'ils ne cessent pourtant de triturer dans un seul sens, concluent cette longue diatribe en pointant du doigt l'annulation par l'Élysée d'un appui aérien, précisément parce que la présidence était tétanisée par la morale accusatrice qu'ils diffusent sans mesure. Rarement un article de journal uniquement à charge aura fait preuve, 24 ans après les faits, d'autant d'incohérence outreucidante.

Enfin, si le journal *Le Monde* avait vraiment le niveau international de « quotidien français de référence » dont il se réclame, il aurait pris la peine de hausser l'analyse d'un étage et aurait examiné la situation qui, à l'époque, prévalait dans la région des Grands Lacs où, depuis l'Ouganda, se développaient les causes réelles du génocide, attisées par la vision à très court terme, univoque et égocentrique que les Etats-Unis se font de leur propre sécurité.

En d'autres termes et pour dire les choses plus crûment comment Washington encourageait et préparait aux portes du Rwanda l'offensive Tutsi du futur dictateur de Kigali (**Paul Kagame** *note de l'ASAF*) qui, aujourd'hui, manipule la constitution pour se maintenir au pouvoir. Les errements américains sont abondamment décrits dans un livre que les intellectuels français ignorent « *Another fine mess – America, Ouganda and the war on terror* » ; **Helen C. Epstein** Columbia Global reports, 2017.

L'incidence démocratique conduit aussi à réfléchir à la démocratie en Afrique fausse bonne idée dans les inextricables situations claniques africaines que le discours de La Baule de **François Mitterrand**, croyait – mais était-ce une conviction ou une pure manipulation ? – pouvoir imposer aux Africains en échange de l'aide française au développement. Mais chacun voit bien que la « démocratie » concept ancestral des philosophes grecs élitistes, aujourd'hui mis à toutes les sauces culturelles, repose sur deux principes.

Le premier, mathématique, décompte les voix ; le 2^e essentiel et presque utopique, y compris dans les sociétés dites développées, spéculé sur l'autonomie individuelle capable de voter en fonction de la qualité des candidats et non pas de leur appartenance à une coterie.

En l'absence du 2^e critère qui est celui de la subtilité individuelle, supposant d'abord une distance, une éducation et une culture, c'est la loi clanique du nombre, premier critère mathématique qui prévaut. Au Rwanda, elle favorise les Hutus, contre les Tutsi. Ce faisant elle nourrit les ressentiments et la haine de ces derniers attisée par **Washington**, à l'origine de l'aventure ougandaise.

Ainsi la France idéologique de Mitterrand au mieux drapée dans les bonnes intentions démocratiques, au pire opportuniste et cynique, a-t-elle créé un monstre dont une des conséquences fut d'attiser dans l'Afrique clanique des Grands Lacs les haines ancestrales à l'origine de massacres récurrents. A l'évidence, mieux valait laisser faire l'antique palabre africaine à l'ombre des grands banyans.

*

Abandonnant sans vergogne la hauteur de vue la plus élémentaire qui met en perspective, balance les faits, rappelle l'histoire et interroge avec humilité la complexité des situations humaines, les auteurs dont les motivations ne sont articulées qu'à l'aune de la repentance confinant à la disparition de l'instinct de survie et à l'excitation du « scoop » dont il faut bien reconnaître que la rengaine commence à être péniblement ressassée, ont, au contraire, choisi d'aborder le sujet par le truchement de l'étroite lunette – au demeurant respectable, mais forcément partielle et insuffisante -, des états d'âme de plusieurs militaires français.

Le premier dont le livre au titre vendeur se veut édifiant est Guillaume Ancel, auteur de « *Rwanda, la fin du silence. Témoignage d'un officier français* » aux éditions Belles Lettres. Pour solde de tout compte, sans le moindre recul, la 4^{ième} de couverture, à l'énoncé accrocheur et honteusement excessif, estime que Guillaume Ancel aurait « vite compris que la France soutenait le gouvernement génocidaire rwandais ».

Mediapart n'a pas manqué de se joindre à cette opération de « brouillage » dans un article où le journal et Guillaume Ancel lui-même qui stigmatisent de manière erronée l'existence de missions de combat au sein d'une opération humanitaire – ce qui, quand il s'agit de stopper des massacres, est la moindre des choses – semblent oublier que Turquoise avait été conduite sous le chapitre VII de la Charte des Nations Unies autorisant explicitement l'usage de la force. [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/929\(1994\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/929(1994))

A cet égard, la résolution n°929 du 22 juin 1994, précise explicitement dans son paragraphe 3 « *qu'en vertu du Chapitre VII de la Charte des NU, le Conseil de sécurité autorise les Etats membres coopérant avec le Secrétaire Général à mener l'opération en employant tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs humanitaires énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de la résolution 925.* ».

<https://blogs.mediapart.fr/afrikarabia/blog/150318/operation-turquoise-un-nouveau-livre-met-mal-la-version-officielle>

Les autres militaires français ayant eu des états d'âme dont il faut répéter qu'ils sont respectables mais insuffisants, cités dans cette charge affligeante de partialité péniblement ruminée depuis plus de 20 ans, sont évoqués au passage : il s'agit de Jean-Rémi Duval, alias « Diego », des commandos de l'air qui fut témoin de l'affaire des rescapés Tutsi de Biseseo qui, dit l'article « durent attendre 3 jours » l'intervention française de *Turquoise*.

Reconnaissant tout de même que l'épisode, sur lequel le **général Lafourcade** s'est clairement exprimé, « reste nébuleux », l'article cite, sur le même sujet, un troisième militaire, l'adjudant-chef Prungnaud (GIGN) affirmant avoir été berné par ses supérieurs lui ayant dit que sa mission consistait à réagir – contrairement à l'évidence ce qui affaiblit le témoignage - à des massacres des Tutsi contre les Hutus (?), tandis que « *son supérieur direct lui aurait interdit de se porter au secours des survivants de Biseseo* ».

*

Enfin, si le journal avait eu la moindre conscience professionnelle exigeant le recul minimum exercé à partir de procédures judiciaires en cours depuis de longues années – mais l'idéologie enfermant le jugement dans une boîte étanche interdit toute considération contrevenant au dogme de la repentance coupable – il aurait évoqué le Tribunal pénal international pour le Rwanda – TPIR -. Après de longues recherches ce dernier avait conclu qu'il n'y avait pas eu préméditation et que les massacres interethniques avaient été déclenchés par l'attentat contre l'avion présidentiel rwandais à son atterrissage à Kigali.

Quant à l'origine de l'attentat de nombreux témoignages très circonstanciés et les étuis de missiles Igla d'origine russe découverts sur les lieux du tir pointent du doigt la responsabilité du FPR. Il est par ailleurs troublant que les américains aient interdit au TPIR d'enquêter sur l'attentat lui-même au prétexte qu'il ne faisait pas partie de sa mission.

Enfin, dernière incidence oubliée par le journal, rappelons tout de même qu'à la suite d'une plainte des familles françaises de l'équipage Falcon, l'instruction ouverte par le juge Bruguière a mis en examen 9 responsables Tutsi qui le sont encore, Kagamé lui-même étant protégé par son statut de chef d'état.

L'instruction vient d'être close après 24 ans et on ne sait quelle suite lui sera donnée.

La repentance et le scoop

Enfin, comme pour confirmer que cette nouvelle charge du Journal *Le Monde* ouvre un feuilleton à épisodes dont les objectifs sont autant commerciaux que moralisateurs, l'article se termine par une publicité alléchante : « *Prochain article : les mises en garde la DGSE* ». Décidément les ficelles de notre quotidien national sont de plus en plus grosses : la repentance et le « scoop ».

Ce n'est pas nouveau. Sauf que l'idéologie proto-révolutionnaire des années 70 articulée au souvenir de Robespierre a été remplacée par la morale culpabilisatrice.

A cette époque, l'exercice fumigène morbide des intellectuels était toujours pétri de l'idéal pathologique de la révolution sanguinaire, considérée par eux comme le passage obligé du progrès humain. Pour que l'humanité progresse le sang doit couler. Ainsi justifiaient-ils la Terreur, Mao, Staline et Polpot. Comble de l'esprit suicidaire, la pensée française trouva même des motifs de glorifier les grands criminels de l'histoire.

Retour avec *Le Monde*, au Cambodge de Polpot

Quand le 17 avril 1975, les assassins Khmers Rouges dont les exactions étaient déjà connues, prirent le contrôle de Phnom-Penh, alors tenue par les Républicains Lon Nol et Sirik Matak, auxquels la pensée intellectuelle française et *Le Monde* reprochaient leur proximité avec les Américains et leur corruption endémique, le journaliste Patrice De Beer, subjugué par le discours révolutionnaire des rebelles dont les intellectuels avaient été éduqués en France à l'aune de Robespierre, fut le seul des journalistes présents à titrer dans *Le Monde* « Phnom-Penh libérée ».

Voyant ce qu'il voyait, marqué par la fuite, l'angoisse généralisée, la menace, l'expulsion et les exécutions sommaires, au milieu de l'évacuation aberrante de la ville - enfants, femmes et vieillards compris -, le journaliste continuait à attribuer aux Khmers Rouges qui figurent aujourd'hui parmi les plus grands massacreurs du 20^{ième} siècle, un crédit moral sans nuances.

Ce qu'il écrivit alors est connu et devrait figurer dans les écoles de journalisme pour mettre en garde les élèves contre l'emprise toxique des émotions et de l'idéologie.

« La ville est libérée, les révolutionnaires sont arrivés par le nord, non loin de l'ambassade de France [...]. On entend encore des coups de feu dans le centre de la ville, mais l'enthousiasme populaire est évident. Des groupes se forment autour des maquisards souvent porteurs d'armes américaines, jeunes, heureux, surpris par leur succès facile ».

<https://www.ina.fr/video/CAB7500480901>

Parlant du dernier article du Monde sur le Rwanda, un camarade accablé s'écria « *C'est un merdier* ». En effet. Nous savons qui l'entretient et comment. L'heure est décidément venue de réagir aux menées de cette mouvance intellectuelle toxique tellement univoque et partielle sous couvert de vérité et d'information qu'elle en devient suicidaire.